

Quelques commentaires en préparation à la journée du 10 Juin 2009

Marc de Boissieu, Chercheur CNRS au SIMaP, UMR CNRS, Grenoble-INP, UJF, St Martin d'Hères, 38402

Par ailleurs militant SGEN-CFDT.

## 1- Relation du CNRS avec les universités- Relation niveau national-niveau régional.

Vis-à-vis des universités, récemment la direction du CNRS a oscillé entre deux attitudes opposées: une certaine arrogance (en schématisant 'le CNRS est le seul à pouvoir conduire une politique de recherche digne de ce nom') et un retrait complet vis-à-vis des restructurations en place, et en particulier une absence de tous les PRES. Ce discours ambivalent, n'est au passage pas seulement le fait de la direction du CNRS. Cela a conduit le CNRS à être le plus souvent absent ou au mieux 'suiveur' des projets d'envergure qui voient le jour dans différentes régions.

De ce point de vue, sur l'agglomération de Grenoble, le bilan est très mitigé, pour ne pas dire catastrophique. De fait, alors que le CNRS a un nombre non négligeable d'agents dans des unités mixtes et dans des unités propres, le CNRS a été au mieux 'suiveur' des différentes restructurations qui ont lieu depuis une dizaine d'année. Le CNRS n'a dans ce cas précis (mais peut être la région Grenobloise est elle un cas particulier) certainement pas joué le rôle de structuration et d'impulsion qu'il prétend avoir au niveau national. Les raisons sont multiples : poids important du CEA (pour les domaines 'sciences dures') qui tends à imposer son modèle, implication des collectivités locales, poids des universités et des écoles d'ingénieurs, mais surtout le manque criant d'un responsable CNRS au niveau local, qui ait la légitimité et le pouvoir de négocier et de discuter d'égal à égal avec les présidents d'université et la direction du CEA.

D'autre part, alors que (même si leurs fonctionnement laisse parfois à désirer) les universités disposent de conseil scientifiques, avec des représentants élus, aucune structure de concertation régionale n'est prévue pour le CNRS. Il y a bien sur les CS du CNRS nationaux mais ceux-ci n'ont sans doute pas la possibilité, ni la vision d'ensemble permettant une évaluation correcte des forces à mettre en jeu au niveau régional.

Proposition :

Le DSA Physique nous a indiqué lors de la session de printemps de la 5 que le CNRS chargerait chaque DSA de représenter le CNRS en région. C'est une avancée positive qu'il faut creuser (ou le retour de la réforme Mégie-Laroutourrou que le SGEN a défendu)

Il faudrait ré-activer et remettre en place les Conseils Consultatifs Régionaux du CNRS. Cette structure a fonctionné il y a qq années. Il faut sans doute reposer sa composition, son mode de fonctionnement, ses missions....

Composition : représentant des syndicats (moitié) et personnalités nommées + représentant des institutions locales (universités, région...)

Fonctionnement : au moins trois réunions par an. Saisine possible sur demande par la moitié des membres.

Missions : Lieu d'évaluation et de proposition sur la stratégie régionale du CNRS (contrat quadriennaux, plan régions, plan campus...).

Place des personnels dans les UMR  
etc... A développer.

## 2- L'empilement des structures

Alors que le gouvernement prétend simplifier le paysage scientifique Français, depuis 5 ans la mise en place de nouvelles structures, s'empilant le plus souvent les unes sur les autres, a été continu. A cela s'ajoute la volonté, légitime, des régions de mettre en place des dispositifs de pilotage de la recherche.

Proposition 1 : Il faudrait effectuer un audit de l'efficacité de toutes ces structures. On peut citer l'ANR bien sur, les RTRA, les réseaux Carnots, les Réseau Technologique de Base (RTB), les plateformes technologiques, les poles de compétitivité ( j en oublie surement !)

Il n est pas évident que le chiffrage du temps passer à s investir dans ces structures donne au final un résultat positif.

Proposition 2 :

Redonner une véritable autonomie de recherche aux EPST et aux universités.

Je suis favorable à l'autonomie des universités, mais à une véritable autonomie, c'est-à-dire avec des moyens financiers réels.

Ceci implique de supprimer la plupart des structures créées et de reverser les crédits soit aux universités soit aux EPST. Resterait éventuellement l'ANR mais avec un programme blanc (80 %), comme c'est le cas dans la plupart des pays, y compris Anglo-saxons et avec un

L'ANR devrait être, comme la NSF aux USA par ex, pilotée par les scientifiques, avec un conseil scientifique comportant élus et nommés.

Finalement, alors que les gouvernements successifs ont mis en place un système de gestion sur projet extrêmement tatillon sans aucune souplesse (copié sur les programmes Européens) il faut revenir à une gestion qui est en phase avec le fonctionnement de la recherche :

- Projets moyens terme de 4 à 5 ans, évaluation 'à priori', avec un contrôle uniquement à mi-projet (au bout de 2 ans), et une souplesse dans l'utilisation des fonds : Investissements/fonctionnement/personnels. A ce titre, le modèle de financement mis en place par l'ERC European Research Council (il soulève d'autres problèmes) est intéressant. Voir en particulier le texte introductif de l'ERC et la critique du suivi des projets.

## 3- Les laboratoires : une espèce en voie d'extinction ??

Depuis 5 ans on a vu monter en flèche le financement sur projet et par équipe. De même l'évaluation est maintenant faite équipe par équipe. Le CNRS et les universités ont favorisées la formation de gros labo ou instituts. Dans ce cadre, le terme équipe recouvre des réalités très différentes, qui va d'un département à l'intérieur d'un gros instituts, à une équipe de une ou deux personnes à l'intérieur d'un laboratoire. Il faut noter que le fonctionnement en laboratoire n'est pas majoritaire au niveau Européen, où c'est plutôt un système de type Anglo-saxon qui domine.

On peut donc légitimement se poser la question du devenir des laboratoires dans le système français.

Le fonctionnement de la recherche est très différent d'un domaine à l'autre et il faut se garder sur ce sujet de proposer une solution formatée identiquement pour tous. De la souplesse, des situations différenciées pour reprendre un terme de la pédagogie !!

Je pense que le laboratoire est une unité qui reste indispensable au fonctionnement de la recherche.

En particulier il peut favoriser la collaboration plutôt que la compétition. Je reste pour ma part convaincu que c'est en favorisant les coopérations et non pas une soit disant compétition que l'on aura un système de recherche efficace.

Quelles propositions pour défendre ce modèle de laboratoire??

#### 4. Le CNRS et l'Europe

Même si la construction de l'espace Européen de la recherche est un des objectifs du CNRS il y a encore beaucoup de progrès à faire pour que le CNRS soit réellement moteur dans ce domaine. Il faut bien sur que cette action soit articulée avec les politiques des universités vis-à-vis de l'Europe.

Il ne s'agit pas ici de faire une critique radicale de la construction Européenne, critique à laquelle je ne souscris pas du tout, mais bien de voir quels sont les enjeux et les possibilités d'évolution afin de favoriser la mise en place de l'Europe de la recherche.

Il faut reconnaître les progrès énormes accomplis ces dernières années avec la mise en place du processus de Bologne : l'Europe est devenue une réalité pour bon nombre d'étudiants.

Pour la recherche, plusieurs modèles de construction s'affrontent. Ici encore, il faut reconnaître les diversités des situations nationales et trouver les moyens d'avancer de manière pragmatique.

Comme je l'ai déjà dit plus haut, un objectif serait de réellement favoriser les collaborations, plutôt qu'un modèle managérial de 'compétition et d'excellence'. La mise en place de l'ERC est un progrès non négligeable pour la recherche fondamentale. Il favorise malheureusement une organisation de la recherche très anglo-saxonne.